

LIBERTE POUR JULIAN ASSANGE! SOLIDARITE AVEC

Julien Assange, journaliste et rédacteur-en-chef de Wikileaks, réfugié politique à l'ambassade de l'Équateur à Londres depuis 7 ans, a été livré à la police britannique à la suite d'un acte de trahison du président actuel d'Equateur Judas Moreno, qui a violé honteusement le droit d'asile en acceptant de monnayer Julian ASSANGE pour qu'il soit extradé aux États Unis.

Julian Assange fut loué et courtisé par certains des plus grands médias du monde, dont le *New York Times*, le *Guardian*, *Le Monde*, pour les informations que des lanceurs d'alertes lui avaient transmises.

Mais une fois ces documents sur les crimes de guerre commis par les États-Unis publiés par ces médias, il fut mis à l'écart et diabolisé. Les grands journaux français n'ont d'ailleurs pas manqué d'utiliser les révélations fournies par Wikileaks avant que débute la chasse aux sorcières décidée par les Etats-Unis. En France, *Médiapart*, *Le Monde* et *Libération*, les deux derniers (et *France Info*) sans dédouaner le premier, ont, depuis son arrestation, particulièrement « brillé » par leur campagne odieuse pour calomnier Assange et tenter de le discréditer dans l'opinion.

C'est d'ailleurs le cas de tous les journaux bourgeois dits « de référence » : *El País*, *La República*, *Der Spiegel*, *The New York Times*, *The Washington Post*, *The Guardian* ... Ce sont les mêmes journaux et journalistes qui n'arrêtent pas de calomnier et de mener des campagnes de déstabilisation contre le Venezuela et le Nicaragua, pour leurs prétendues attaques contre la liberté de la presse et la

liberté du grand capital, ou contre Cuba et la République Populaire et Démocratique de Corée, qui se sont émancipés de la presse vénale et du mensonge. C'est la même presse aux ordres qui ne cesse de diffamer les Gilets jaunes depuis leur entrée dans la lutte contre la vie chère et la régression sociale.

Par ailleurs, il convient de rappeler que Wikileaks n'est pas un groupe de pirates informatiques. Wikileaks ne vole pas, ne pénètre pas des systèmes informatiques. Wikileaks est un organe de presse d'un genre nouveau, qui publie des documents

n'est pas étatsunien mais australien. Et même s'il avait été étatsunien, nous ne pouvons considérer son action et celle de WIKILEAKS comme un acte de trahison, car révéler des crimes n'est pas un crime, mais un service rendu à l'humanité, voire au peuple états-unien lui-même.

Pour autant, l'impérialisme des Etats-Unis, qui s'arroge le droit d'imposer l'extraterritorialité de sa juridiction, fait risquer à Julian ASSANGE la torture, la peine de mort ou la prison à perpétuité !

Pendant ce temps, le gouvernement australien se terre dans un silence honteux sur le sort réservé à

l'un des ses plus célèbres citoyens et refuse d'intervenir. Le gouvernement anglais assure, quant à lui, la continuité de son rôle historique de laquais des Etats-Unis. Et rappelons que le gouvernement français, sous Hollande en 2012, a mis 45 minutes pour refuser la demande d'asile de Julian ASSANGE qui a pourtant un enfant en France, ce qui se

passa de commentaire devant un acte aussi indigne. Ce combat aujourd'hui est le même que ceux qui ont mobilisé pour sauver les syndicalistes de Chicago en 1889, Georges Dimitrov, Sacco et Vanzetti, les Rosenberg, Angela Davis, Léonard Pelletier, Mumia Abu Djamal, Georges Abdallah, Nelson Mandela et les milliers de prisonniers Palestiniens.

Nos organisations communistes appellent les travailleurs et les démocrates à se mobiliser massivement pour arracher Julian Assange de prison et empêcher son extradition aux États Unis.

Ce combat, il faut le gagner !



confiés par des lanceurs d'alerte et garantit deux éléments fondamentaux : l'anonymat des sources et la véracité des documents publiés.

Julian ASSANGE est d'autre part accusé, faussement, de viol en Suède, alors même que l'affaire a été abandonnée il y a plusieurs années, et pour cause : il n'y a jamais eu de plainte déposée contre lui. En réalité, le gouvernement des Etats Unis, qui était derrière cette calomnie digne de l'Affaire Dreyfus, veut le juger pour Haute Trahison alors même que Julian ASSANGE n'a jamais violé aucune loi d'une juridiction dont il dépendait.

Nous rappelons que Julian ASSANGE